

RAPPORT DE LA COMMISSION DE GESTION

Préavis n° 03/05.2019 – Adoption de la gestion et des comptes 2018

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission de gestion, nommée par le Conseil, était initialement composée de Mesdames Véronique Savioz (présidente) et Barbara Dellwo, ainsi que de Messieurs Frédéric Berthoud, Nicolas Cottier, Jean-Noël Fanguin, Denis Oggiano et Michel Perriard. Mme Savioz ayant été élue à la Municipalité, elle a été remplacée par M. Marc-Antoine Siegwart, et la présidence a été reprise par Mme Dellwo. Ces changements ont quelque peu perturbé le bon fonctionnement de la Commission.

La Commission s'est réunie à 18 reprises, les 21 novembre, 4 décembre, 14 janvier, 28 janvier, 6 février, 11 mars, 19 mars, 25 mars, 3 avril, 4 avril, 29 avril, 7 mai, 14 mai, 16 mai, 21 mai, 25 mai, 29 mai et 5 juin.

Pour la troisième fois, deux commissions ont été chargées d'étudier ce préavis, ceci en respect des articles 40 et 41 du règlement du Conseil communal. La Commission de gestion s'est donc penchée sur la gestion de l'année écoulée, laissant à la Commission des finances le soin de s'occuper de l'examen des comptes 2018.

Le présent rapport comporte les chapitres suivants :

Préambule

1. Politique environnementale
2. Visite des biens communaux
3. Analyse financière
4. Questions à la Municipalité
5. Observations
6. Conclusions

Annexes

PRÉAMBULE

Pour établir son rapport, la Commission de gestion s'est basée sur les éléments suivants :

- Le règlement du Conseil communal
- Le préavis n° 03/05.2019 – Adoption de la gestion et des comptes 2018
- L'entretien avec la Municipalité du 28 janvier 2019, portant sur les questions de politique environnementale, ainsi que les documents du site internet de la Commune relatifs au label « Cité de l'énergie »
- Le rapport de gestion de la Municipalité sur les comptes 2018
- La visite des biens communaux le 7 mai, avec la Municipalité in corpore, ainsi que Mme Ariane Guyomard, secrétaire municipale, M. Tommaso Melchiorre, responsable du service des bâtiments, et M. Guillaume Hernach, architecte du chantier de la future piscine
- L'entretien avec la Municipalité du 21 mai, ainsi que des documents fournis à cette occasion
- Les réponses écrites de la Municipalité aux questions adressées par la Commission
- La rencontre avec M. Jean-Yves Thévoz ainsi que les documents fournis à cette occasion

La Commission de gestion remercie chaleureusement la Municipalité, Mme Guyomard, M. Melchiorre et M. Thévoz pour l'aide qu'ils nous ont fournie et le climat de convivialité qu'ils ont fait régner lors de nos rencontres.

1. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Suite à plusieurs interventions sur le sujet du climat dans l'enceinte du Conseil communal, notamment à la fin de l'année 2018, la Commission de gestion a décidé de se pencher sur le thème de la politique environnementale de notre Commune.

Les questions qui ont sous-tendu le travail de la Commission sont les suivantes :

- Que fait concrètement la Municipalité dans la gestion communale ?
- Une stratégie générale en matière d'environnement a-t-elle été mise en place et/ou des actions « au coup par coup » sont-elles menées, en fonction des opportunités qui se présentent ?
- Quelle est la marge de manœuvre de notre exécutif sur les différents thèmes touchant à la protection de l'environnement ?
- Qu'en est-il du label « Cité de l'énergie », choisi par la Municipalité pour orienter son action et qui semble faire autorité en la matière ?

Enfin, la commission a décidé de se concentrer sur les 6 domaines suivants :

- Aménagement du territoire, constructions
- Bâtiments et équipements cantonaux
- Approvisionnement et dépollution
- Mobilité
- Organisation interne
- Communication et coopération

La Commission avait souhaité rencontrer le municipal chargé des bâtiments afin d'avoir des réponses à ses différentes questions, et elle a finalement rencontré les 3 municipaux alors en fonction le 28 janvier 2019 à la salle Mermet au Vieux-Moulin.

Nous avons établi une liste de 10 questions auxquelles nous avons reçu des réponses que nous avons jugées satisfaisantes.

Label « Cité de l'énergie »

Le label « Cité de l'énergie » choisi par Saint-Prex est un label couramment utilisé par d'autres Communes. La démarche consiste à choisir une série d'actions concrètes dans un « catalogue » et de faire valider ce plan d'actions avec le responsable du label.

La Municipalité n'a pas engagé une personne dédiée à l'obtention et au suivi de ce label, toutefois un chef de service suit ce dossier et entretient des liens réguliers avec Madame Sophie Borboën, conseillère « Cité de l'Energie Bio-Eco », en vue d'obtenir ce label.

Des exemples concrets, tels que les panneaux solaires sur les nouvelles salles de gymnastique couvrant 65% de leurs besoins énergétiques, ou les mesures prises lors de la rénovation des bâtiments de Vetropack, sont parfaitement dans la ligne du label convoité.

Il est à noter qu'à deux reprises, le Conseil communal a refusé une taxe verte incitative, ce qui n'incite pas forcément nos autorités à mettre en place une politique ambitieuse en la matière. L'argent reste toujours le nerf de la guerre.

L'obtention du fameux label est sur la bonne voie, quasiment sur le point d'aboutir.

Dans les mesures prises concrètement par la Commune, on peut citer que le désherbant a quasiment disparu des produits utilisés à la voirie, excepté au cimetière, où un produit bio est utilisé avec parcimonie. Une machine à vapeur a été acquise, qui permet d'effectuer du désherbage sans aucun produit.

L'arrosage des ronds-points a suscité quelques questions de la commission et il s'avère que le système installé est un bricolage astucieux d'un collaborateur de la voirie. Ceci peut expliquer que le giratoire soit parfois généreusement arrosé alors qu'il pleut.

Peu convaincue par le mode actuel de gestion de l'arrosage, la Commission enjoint fortement la Municipalité à réviser sa manière de procéder en la matière et à optimiser son système, ceci afin d'économiser de l'eau.

La population exige un entretien soigneux et attentif de la Commune tout en refusant parfois l'utilisation de produits peut-être plus efficaces mais controversés, ce qui représente un dilemme pour la voirie.

Constructions – cahier des charges et incitations diverses

La législation fédérale et cantonale, la réglementation du Littoral Parc, les textes ne manquent pas, mêlant habilement exigences et incitations.

Panneaux solaires dans le Bourg – politique de construction pour les bâtiments communaux

Lors de rénovations de bâtiments communaux, un bilan thermique doit être effectué, avant d'être validé par le canton. Concernant la nouvelle administration communale, notre visite nous a permis de constater qu'une attention particulière avait été portée à l'isolation et à l'économie d'énergie. D'une manière générale, des efforts sont faits mais, à notre sens, pas suffisamment communiqués.

Concernant la pose de panneaux solaires dans le Bourg, la problématique des bâtiments historiques entre en ligne de compte, le canton étant relativement strict sur la protection de ces bâtiments. Toutefois, des panneaux plus discrets semblent désormais exister sur le marché, et l'appréciation de ce type de cas est susceptible d'évoluer dans la bonne direction.

Entreprises exerçant sur la Commune – Taxes et consommation d'énergie

Le contrôle des entreprises incombe au canton et toute entreprise ayant son siège – ou exerçant une activité – sur la Commune était soumise en 2018 à une taxe de CHF 200.-. Une partie de l'énergie produite par la Step est récupérée, notamment la chaleur des eaux ce qui contribue à baisser la consommation globale d'énergie de la Commune.

Mobilité douce

Différents thèmes sont à des stades d'avancement très différents. La voie verte en direction Morges est un dossier très complexe, des trajets ont été identifiés et 2 études de faisabilité ont déjà été effectuées. Selon le 24heures, la finalisation doit intervenir à l'horizon 2025 (art. du 1^{er} juin 2019).

Concernant le Littoral Parc, un plan de mobilité incitant les entreprises à utiliser les transports publics existe. Les horaires de travail, la provenance des employés et l'offre globale de trains et de bus limitent quelque peu les possibilités.

Concernant la gare de Saint-Prex, elle est considérée par les CFF comme gare de seconde catégorie. Selon la Municipalité, il n'y a aucun espoir d'avoir une cadence augmentée, nous devrions donc être satisfaits d'avoir encore une gare.

Concernant l'administration communale, la voirie a récemment fait l'acquisition d'une camionnette fonctionnant au gaz. Il a été renoncé à l'acquisition d'un véhicule électrique car le bilan environnemental final n'est pas aussi favorable que l'on peut s'imaginer alors que le prix d'achat est sensiblement plus élevé que pour un véhicule à moteur thermique.

Enfin la Municipalité incite les collaborateurs à participer à la journée « Bike to Work » au mois de juin. Les entreprises locales ont également été encouragées à promouvoir ce programme pour leurs collaborateurs.

Dans le domaine de la mobilité douce en général, la Commission constate que les autorités communales ont une marge de manœuvre relativement restreinte.

Organisation interne

Depuis quelques années, l'administration a mis en place une gestion électronique des documents (GED). Ainsi, un maximum de documents sont dématérialisés et la consommation de papier réduite. Le portail internet et pour applications mobiles permet, dans une certaine mesure, de diminuer l'impression de formulaires et d'effectuer certaines démarches administratives en ligne. Le nouveau bâtiment de l'administration communale ne semble pas apporter de développements majeurs en la matière.

Journal communal « La Balise »

L'envoi systématique du journal communal en version papier a un certain impact sur l'environnement. Pourquoi ne pas demander à la population qui souhaite le recevoir ou simplement le lire sur un support électronique ? La Municipalité estime la démarche relativement compliquée et, dans un monde toujours plus virtuel, considère que cette publication au format papier est un outil de cohésion pour la population.

Ce journal est un complément aux informations affichées sur le panneau électronique situé au bord de la route ainsi qu'au tout-ménage mensuel adressé aux citoyens.

Autres mesures

Chaque action mène, dans la mesure du possible et en restant pragmatique, à une réflexion sur l'impact sur l'environnement et l'impact sur le développement durable.

Les élèves des écoles sont également sensibilisés à toutes les problématiques liées à l'environnement, notamment par des visites de la Step et de la déchèterie communale. Toutefois, il n'y a ni programme cantonal, ni programme communal.

Les concierges des bâtiments scolaires utilisent, pour les nettoyages courants, des produits à base végétale, 100% biodégradables, écologiques, normés et labélisés.

A noter également que la grande majorité des mâts d'éclairage public sont équipés d'ampoules LED. Des réflexions étaient en cours, menées par feu Roger Burri, pour limiter l'illumination de la Commune en pleine nuit, voire d'installer des capteurs permettant d'allumer l'éclairage public uniquement en cas de besoin. Cette question sera reprise par la nouvelle Municipalité.

La dernière sortie du personnel communal a été organisée sous l'axe de la mobilité douce, avec balade en train et vélos électriques.

À noter enfin que la déchetterie a permis de considérablement favoriser un tri correct des déchets.

Conclusion

Globalement, la Commission de gestion estime avoir obtenu des réponses satisfaisantes à ses questions, et constate que sur différents sujets, comme les CFF, les MBC, les privés et les entreprises locales, la Municipalité dispose d'une marge de manœuvre relativement restreinte.

Comme mentionné plus haut, la thématique de l'environnement prend une place croissante dans le débat public, et plusieurs refus d'initiatives écologiques par le Conseil communal ont pu donner l'impression que la Commune était relativement en retard sur ce plan. Toutefois, les démarches entreprises en vue de l'obtention du label « Cité de l'Energie » démontrent une réelle sensibilité de la Municipalité pour les questions environnementales.

La Commission de gestion estime néanmoins qu'un effort de communication devrait être fait sur ce sujet. En effet, la manière de procéder actuelle donne l'impression que la Municipalité ne dispose pas d'une stratégie environnementale globale ambitieuse et privilégie des actions spécifiques au fur et à mesure que des occasions se présentent. La Commission invite donc la Municipalité à communiquer plus clairement et régulièrement sur ses objectifs en la matière, afin de mieux sensibiliser le Conseil communal aux enjeux environnementaux qui se présentent et aux démarches qui pourraient être prises collectivement au niveau communal. Ceci permettrait au Conseil de disposer d'une vision globale de la situation lorsqu'il doit prendre ses décisions sur des sujets de politique environnementale qui vont au-delà de mesures ponctuelles (rénovation de bâtiments, pose de panneaux solaires sur un toit, etc.).

Par ailleurs, la Commission de gestion invite la Municipalité à établir une liste de mesures qui pourraient être prises en collaboration avec le canton, d'autres Communes, les entreprises ou les privés.

Enfin, la Commission se demande si la Municipalité, dans le cadre de ses démarches pour l'obtention du label « Cité de l'Energie », a envisagé l'opportunité de développer des micro-grids tels que proposés par Romande Energie (micro-grid = production d'électricité au niveau local à travers une mise en réseau).

2. VISITE DES BIENS COMMUNAUX

La Commission de gestion, la Municipalité, Mme Ariane Guyomard, secrétaire municipale, et M. Tommaso Melchiorre, responsable du service des bâtiments, se sont réunis le mardi 7 mai 2019 à 17h30 pour débiter la visite des biens communaux.

La visite a consisté à se rendre en ces lieux :

- A) Le chantier de la nouvelle piscine
- B) L'administration communale
- C) La Tour de l'Horloge

A) Le chantier de la nouvelle piscine



Arrivés sur place, nous avons été rejoints par M. Guillaume Hernach, architecte du chantier. Le chantier a débuté en juin 2018. Actuellement, le bétonnage des façades est terminé et nécessitera quelques corrections car il n'a pas pu être coulé sans discontinuité (raisons météo/logistique). La structure métallique du toit vient d'être posée.

L'infrastructure est urbanisée et s'intègre aux bâtiments avoisinants : la salle de sport et le collège du Cherrat. Un terrain de basket sera aménagé sur l'espace vacant, entre ces infrastructures.



*M. Guillaume
Hernach,
devant
l'entrée de
l'ouvrage
(face Nord)*



Une fois l'entrée franchie, la billetterie se trouvera sur la droite, les vestiaires sur la gauche, les toilettes et le local du maître nageur au centre, offrant la meilleure vue d'ensemble sur les bassins.

Après le passage de la billetterie, un couloir latéral donne l'accès plain pied aux bassins. Il sera aménagé afin de servir de « zone d'attente ».

Des bancs seront aménagés contre les murs et les baies vitrées.

Au fond à droite se trouvera un local afin d'y ranger le « matériel d'activité ».



Bassin d'apprentissage de 13m50 de longueur et 6m de largeur.

La profondeur est de 60 à 140 cm.

Bassin nageurs de 25 mètres de long pour 5 lignes d'eau. La profondeur est d'environ 2 mètres.



La présence de nombreuses buses permettra d'optimiser le nettoyage et la circulation de l'eau. La piscine fonctionnera en circuit semi-fermé.

Le circuit de ventilation tiendra place à proximité des futurs bancs.

Celui-ci doit permettre de garder le contrôle de la température ambiante de l'air, qui est très réglementée pour ce genre d'infrastructure, de même en ce qui concerne la température de l'eau.

De l'autre côté, un saut de loup permettra de faciliter les changements de filtres.

Le bassin de rétention aura sa place dans le sous-sol.

Saut de loup face Sud



La Commission relève que le futur personnel recevra une formation afin de mettre en application les derniers procédés en matière d'hygiène. A ce titre, des relevés seront également effectués pour minimiser les risques.

Des portes de sécurité seront construites pour protéger le vestiaire des élèves.

Alors que la façade extérieure restera uniquement en béton, l'intérieur sera lui revêtu de bois vernis, permettant de créer une bonne acoustique. Le bois servira de support aux lumières.



*Différence entre la
façade extérieure (à
gauche) et intérieure
(à droite).*



Le bâtiment possédant un toit plat, l'eau résultant de la pluie sera évacuée par le jeu de la gravité, jusqu'à la forêt du Cherrat.

La visite a fait forte impression à la Commission. Les acteurs de cette construction sont compétents et professionnels. Les architectes ont installé leur bureau sur place ce qui démontre une volonté de suivre le projet de très près. De même pour la Municipalité, qui organise des réunions hebdomadaires (auxquelles participent 3 municipaux).

La Commission relève également que les remarques de la Commission ad hoc, concernant notamment la mise en place d'un accès direct aux filtres (saut de loup), ont été prises en compte.

La Municipalité a confirmé que les critères d'homologation du bassin en vue d'obtenir des subventions seront respectés. Concernant les délais, ils seront tenus : la piscine sera normalement prête à accueillir ses nageurs pour le printemps 2020.

B) L'administration communale

Acceptée par le conseil communal en mai 2017, l'administration communale sera officiellement inaugurée le 22 juin 2019. La Commission a souhaité découvrir la nouvelle infrastructure déjà occupée par les collaborateurs de l'administration répartis dans les différents services et la Municipalité.

A l'entrée, un écran est installé afin d'y afficher la signalétique.

Au rez se trouvent les locaux des services administratifs ainsi qu'un guichet de la PRM. Des portes à ouverture par badges assurent la sécurité et limitent le va-et-vient entre les services. Un badge électronique est nécessaire.



L'administration communale au Chemin de Penguey 1B

Deux guichets ouverts et deux guichets confidentiels sont présents dans la zone d'accueil. Ceux-ci pourront devenir des isoairs lors des futures votations & élections.

A proximité des services se trouvent de multiples salles d'entretiens et de conférence réparties ainsi dans le bâtiment (photo de droite).



L'infrastructure est moderne, les bureaux et les tables sont ajustables et offrent de très bonnes conditions de travail.

Le bâtiment permet aux personnes à mobilité réduite de s'y déplacer sans soucis. Un ascenseur « dernière génération » indique même la météo du jour.



Au sous-sol, le carnotzet communal est toujours là. Le plafond en bouteilles et le coin cuisine sont restés presque les mêmes, les murs et le sol ont eux été refaits. De nouvelles tables et de nouveaux bancs y seront installés prochainement.

Les archives se trouvent également au sous-sol. Le déménagement a permis aux services et à la Municipalité de trier et de faire de l'ordre.



Du côté du secrétariat Municipal, les municipaux se partagent les bureaux, le drapeau Saint-Preyard et un magnifique tableau de Sarto, qui ornent la salle de la municipalité.





Présence des anciennes poutres qui avaient leur place dans l'ancienne salle du conseil communal.

L'administration possède également une salle polyvalente.

Au dernier étage, la cafétéria est ouverte sur la terrasse et offre une vue sur le terrain de football du Vieux-Moulin et sur le lac Léman.



La paroi coulissante et mobile de la cafétéria peut s'ouvrir sur un espace encore inoccupé.



La Commission est d'avis que cette infrastructure est moderne et adaptée aux personnes à mobilité réduite. Le mobilier et les bureaux sont spacieux, simples et fonctionnels.

L'espace est bien plus vivable et productif que dans les anciens locaux.

Néanmoins, vu le grand nombre de salles de conférence et espaces communs à disposition, la Commission regrette qu'aucune salle de Conseil Communal n'ait pu être envisagée.

De plus, nous avons constaté que l'acoustique n'était pas optimale dans toutes les salles. Ainsi, des panneaux phoniques ont déjà été installés dans plusieurs bureaux, et des panneaux supplémentaires seront encore posés là où cela s'avère nécessaire.

C) La Tour de l'Horloge

Avant de passer à table, la Commission a souhaité visiter ce lieu historique et emblématique de notre Commune.

Vue depuis l'entrée du Bourg, depuis la place de l'Horloge



Concernant l'horloge, une boîte électrique fait office de moteur. Ce dispositif est aujourd'hui trentenaire et nécessite parfois certains ajustements.

L'ancien système mécanique est "sous cloche" à l'administration communale.



Vue depuis les escaliers menant au cœur de l'horloge



Au cours de l'année 2018, une mise à jour a été nécessaire et des petits travaux ont été accomplis. Un nouveau marteau a dû être aménagé, produit « sur-mesure » par des professionnels qualifiés dans ce domaine ; chose de plus en plus difficile à trouver de nos jours.

Un équilibrage des contrepoids des aiguilles a aussi été effectué.



*Contrepoids
ainsi qu'une
partie de la
charpente
intérieure en
bois*



Dispositif actuel

A l'issue de cette visite jugée très intéressante par la Commission, nous avons fait le constat et regrettons que la place de l'Horloge et surtout le bâtiment avoisinant, propriété de la Commune, ne soient pas suffisamment entretenus. Le bâtiment de la Commune se décrépite même à vue d'œil.

La Commission recommande de s'interroger sur la manière de réhabiliter cette place emblématique de notre Commune, ainsi que de sauvegarder ce bâtiment en le rénovant ou à tout le moins en le recrépissant avant que l'usure du temps ne fasse définitivement son oeuvre.

La Commission pense que la réalisation d'infrastructures modernes ne doit pas prendre le pas sur le maintien de notre patrimoine historique et que ces deux objectifs doivent donc avoir le même poids dans le cadre de la politique d'investissement au sein de la Commune.

La visite s'est terminée aux alentours de 19h30, un repas à l'Auberge de l'Union a clôturé celle-ci.

3. ANALYSE FINANCIÈRE

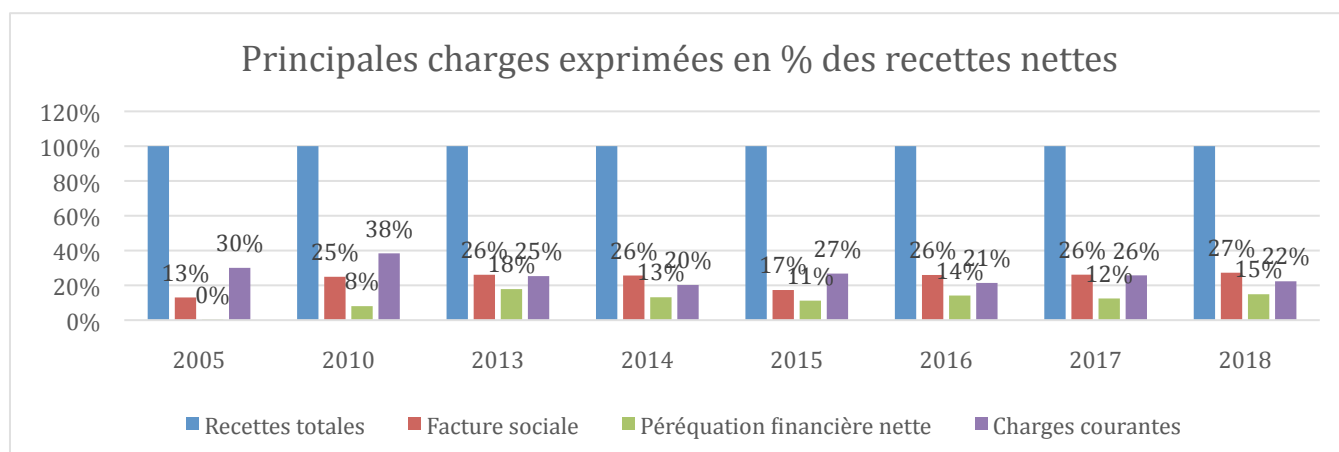
Des questions sont régulièrement posées au sein du Conseil communal en rapport avec l'évolution des dépenses et des revenus du ménage communal durant ces dernières années. La Commission a ainsi jugé utile de prendre un peu de hauteur et d'étudier les grandes tendances du budget communal, de 2005 à ce jour.

Dans ce cadre, nous avons bénéficié des indicateurs mis en place par notre Boursier et la Municipalité, ainsi que par le canton. Nous avons cherché à tirer quelques conclusions qui nous semblaient intéressantes à communiquer au Conseil.

Ainsi, nous avons pu constater, sans grande surprise, que les charges cantonales (facture sociale et péréquation) n'ont pas cessé d'augmenter depuis 2005. A cela s'ajoutent certaines charges intercommunales qui font souvent l'objet d'interventions au conseil (PRM, Service du feu et AJEMA).

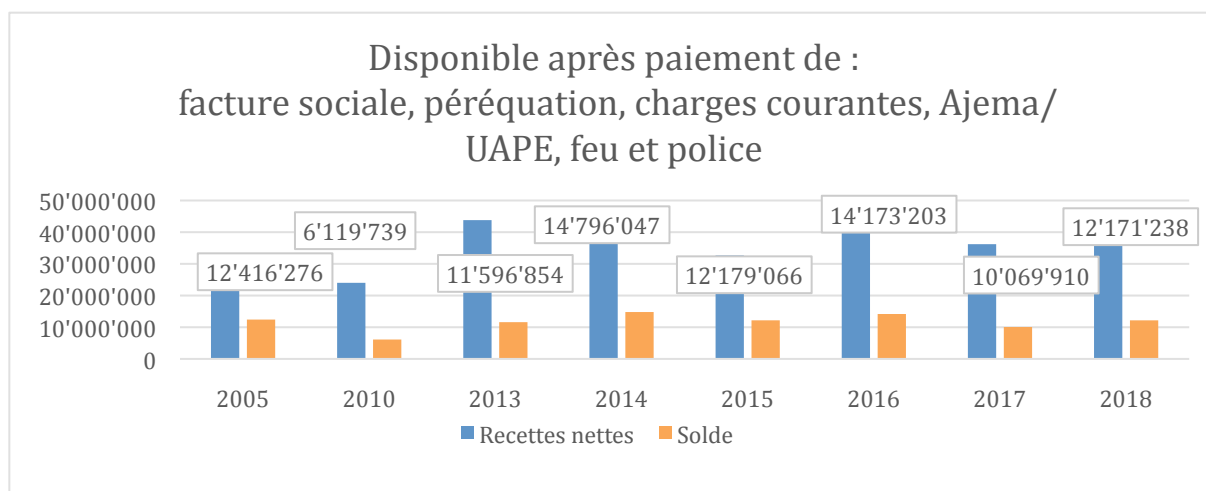
Par contre, les charges courantes demeurent stables.

Graphique n°1 : charges



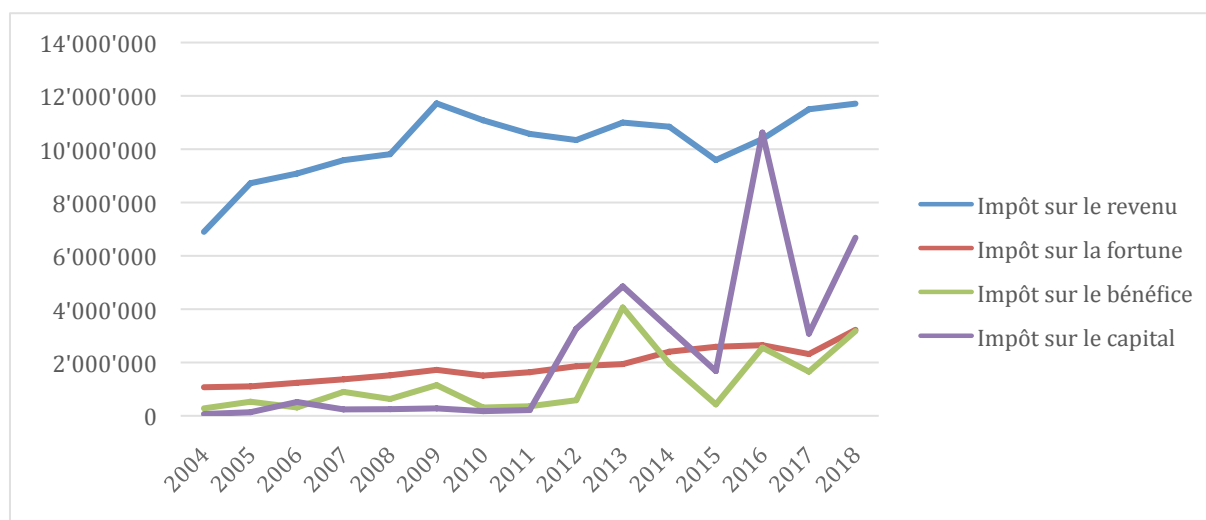
Toutefois, les revenus ont aussi fortement augmenté, de sorte que le revenu « disponible » (revenus moins les charges précitées) est resté à de très hauts niveaux. Ceci explique aussi que la marge d'autofinancement soit restée positive, voire même parfois excellente.

Graphique n°2 : évolution du « revenu disponible » en fonction des principaux postes de charge



Les impôts ont en effet suivi une courbe positive, l'impôt sur le revenu (personnes physiques) atteignant de très hauts niveaux après avoir augmenté constamment depuis 2005. Mais c'est surtout l'impôt sur le capital (personnes morales), et dans une certaine mesure aussi, l'impôt sur le bénéfice (personnes morales) qui ont fortement augmenté, en particulier depuis 2012.

Graphique n°3 : évolution des impôts



Comme nous l'a confirmé Mme Tinguely, municipale des Finances, l'évolution des charges cantonales (péréquation financière et facture sociale) est aussi étroitement liée à l'évolution des impôts perçus auprès des personnes morales puisque ceci a pour effet d'augmenter fortement la valeur de notre point d'impôt. Ainsi, selon Mme Tinguely, environ 80% de l'augmentation de la valeur du point d'impôt est reversée au canton.

Si nous sommes donc dépendants pour les impôts sur les personnes morales d'un ou deux gros contribuables, le départ de l'un d'entre eux serait en grande partie atténué par le système de la valeur du point d'impôt. Dans ce cas, son départ

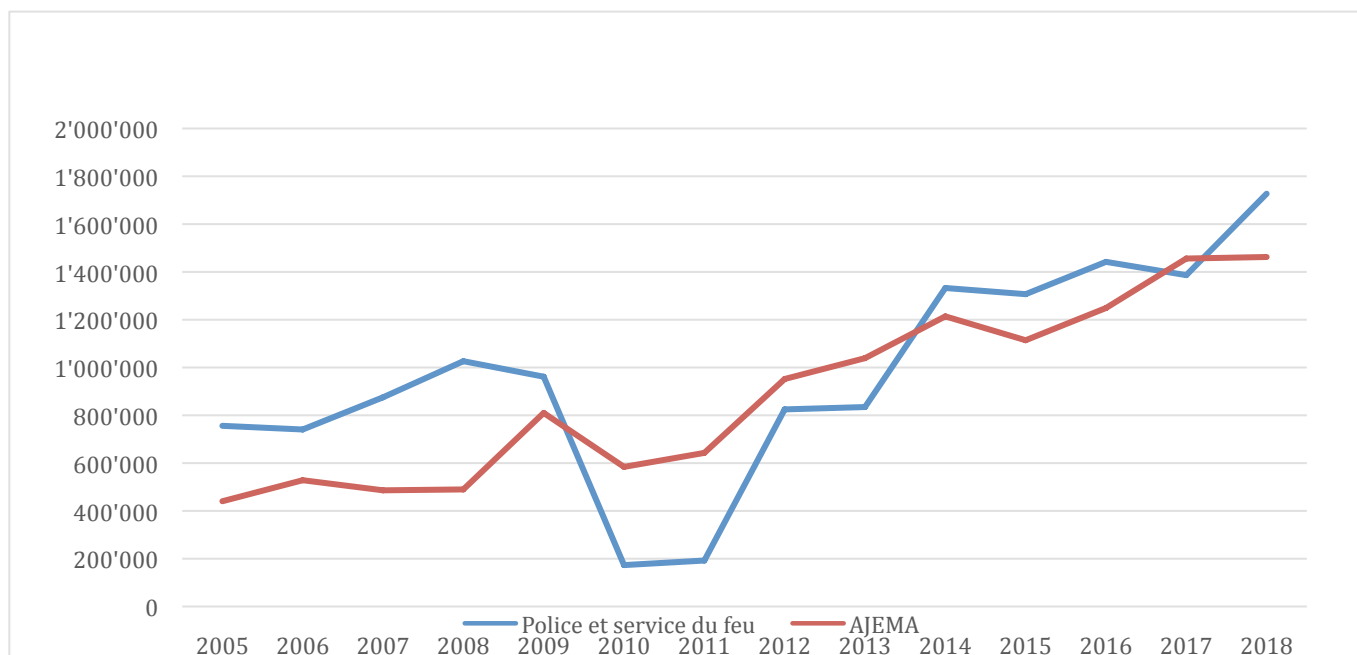
entraînerait en effet automatiquement une baisse du montant de la péréquation et de la facture sociale.

Nous avons aussi voulu savoir si nous étions dépendants d'un petit nombre de contribuables en matière d'impôt sur les personnes physiques. Faute de statistiques communales à notre disposition, nous nous sommes appuyés sur les statistiques cantonales (M. Conne, président de la Commission des finances nous a confirmé qu'elles étaient relativement comparables aux statistiques communales).

Selon ces statistiques, 17% des contribuables les plus aisés assurent 60% des entrées liées à l'impôt sur le revenu, alors que 30% des contribuables les plus modestes assurent 0,8% des entrées. Quant aux 53% des contribuables restants, ceux-ci assurant le solde correspondant à 40% des entrées de cet impôt. Si une part importante de l'impôt sur le revenu se concentre sur une part relativement faible des contribuables, il apparaît qu'en l'état, il n'y a pas une situation de dépendance comparable à celle que l'on trouve en ce qui concerne les personnes morales. Néanmoins, ceci doit rester un point de vigilance dans l'hypothèse de futures augmentations d'impôts, compte tenu de la forte mobilité des personnes à hauts revenus et de la concurrence fiscale intercommunale et intercantonale.

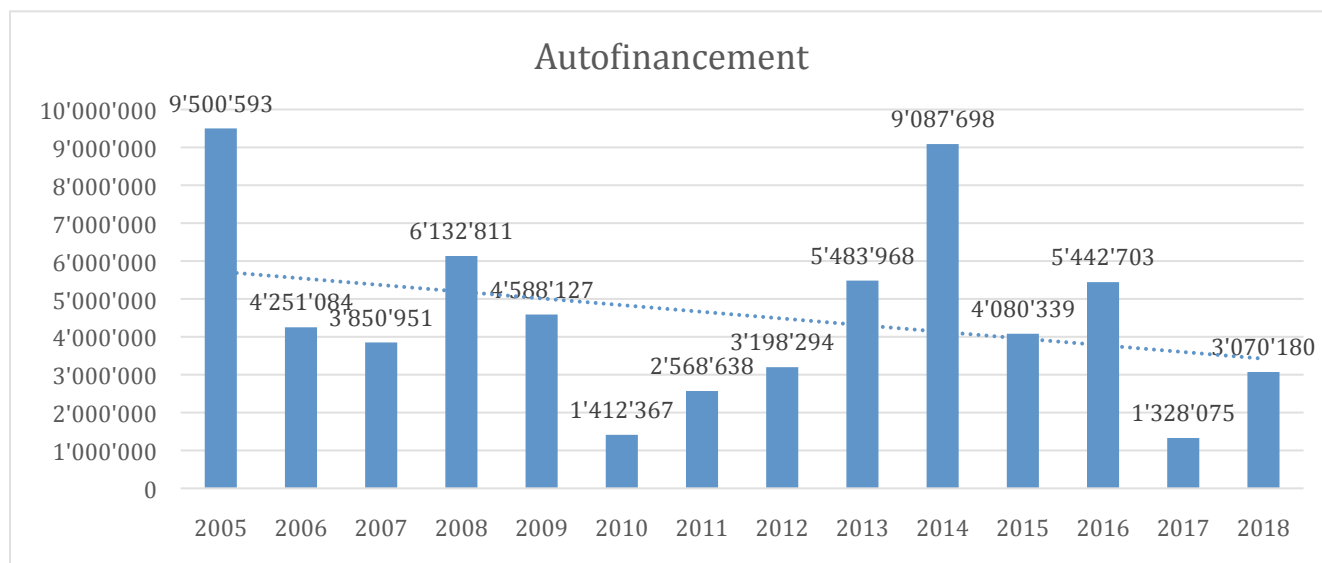
Nous avons aussi souhaité mettre en exergue l'évolution des autres postes de charges mentionnés régulièrement dans nos discussions au sein du conseil, à savoir PRM, l'AJEMA et le service du feu.

Graphique n°4 : évolution des charges PRM, AJEMA et service du feu



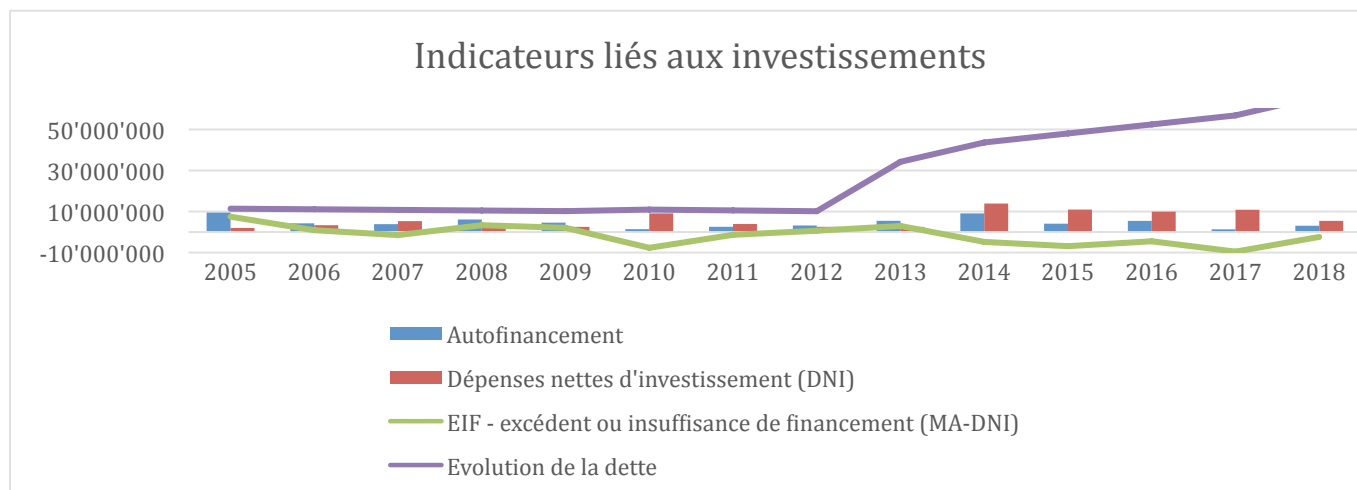
S'agissant de l'AJEMA, une étude avait montré que nous nous situions dans la moyenne du canton, la hausse des charges étant liée en grande partie à l'augmentation des places d'accueil. Quant à PRM + service du feu, nous ne pouvons que constater une forte augmentation des charges sans être en mesure de l'expliquer.

Comme indiqué ci-avant, ces diverses augmentations de charge n'ont toutefois pas empêché la marge d'autofinancement de se maintenir à un bon niveau, ceci grâce à de solides rentrées fiscales, comme cela ressort du graphique no 5 ci-dessous :



Par contre, dans la mesure où la Commune a procédé à des investissements importants ces cinq dernières années, bien supérieurs à la marge d'autofinancement, il en a découlé, fort logiquement, une augmentation de l'endettement de la Commune.

Graphique n°6 : autofinancement et investissements



Toutefois, on peut constater que sur la période de 2005-2018, le ratio moyen entre la marge d'autofinancement et les dépenses nettes d'investissement reste à un niveau élevé de 123% et encore de 74% entre 2013 et 2018. Sachant que le Département cantonal des finances recommande aux collectivités de maintenir ce ratio autour des 60-70%, il est permis de juger la situation de la Commune comme encore saine, tant il est vrai que le rythme des investissements de ces 5 dernières années devrait aller en diminuant.

Certes, en raison de ces investissements importants, la dette a fortement augmenté, comme on peut le voir sur le graphique no 5. Toutefois, l'évolution de la charge

d'intérêts (IN) par rapport à celle des revenus ou des impôts structurels (IMPstr, à savoir revenu, fortune, bénéfice, capital, foncier) montre que cette augmentation est pour l'instant supportable (le ratio IN/IMPstr se situe en moyenne à 1.8% sur les 5 dernières années, contre 1.06% sur la période 2005-2018 et le ratio IP/RC¹ se situe en moyenne à 1.66% sur les 5 dernières années, contre 1.35% sur la période 2005-2018).

Enfin, le taux de couverture de notre Commune, à savoir le ratio entre les actifs financiers et les engagements bruts, nous semble encore bon puisqu'il se situe dans une moyenne de 94% sur les années 2013-2018. Toutefois, si l'on considère le fait que ce même ratio était à 162% en 2006, contre 82% en 2018, ceci tend à démontrer que nous atteignons les limites de la politique d'investissements qui a été conduite ces dernières années.

En conclusion, nous sommes d'avis que la situation financière de la Commune offre encore une certaine marge de manœuvre en termes d'investissements mais qu'il conviendra d'être plus sélectif.

¹ Intérêts passifs / recettes courantes

4. QUESTIONS À LA MUNICIPALITÉ

La Commission de gestion a adressé une liste de questions à la Municipalité, qu'elle a rencontrée in corpore lors de la séance du 21 mai afin de discuter des réponses apportées. À cette occasion, la Municipalité était accompagnée de Mme Guyomard, secrétaire municipale, que nous remercions au passage pour son travail et son efficacité dans la transmission des informations.

Les réponses de la Municipalité nous ont globalement donné satisfaction, et nous saluons le temps qu'elle nous a consacré lors de la rencontre susmentionnée pour approfondir par oral les points qui méritaient une discussion plus fouillée. La liste de questions-réponses se trouvant en annexe du présent rapport, nous avons choisi de ne revenir ci-dessous que sur les points qui nous ont semblé les plus importants.

Investissements et vision à long terme

La Commune a consenti, durant les dernières législatures, divers investissements conséquents, alors que sous d'autres ères les autorités étaient réputées plutôt économes (avec les problèmes que cela engendre, comme nous avons pu le constater avec la réfection des conduites). La Commission a donc cherché à savoir quelle était la vision à long terme de la Municipalité, de quelle marge de manœuvre elle disposait dans le cadre de ses investissements, et comment elle trouvait un équilibre entre investissements et mesures d'économies.

À ce propos, la Municipalité nous a indiqué en préambule que la Commune a subi ces dernières années une accélération des besoins de la population, besoins qui ont crû plus rapidement que les moyens. Elle s'est donc trouvée contrainte à rattraper certains retards.

D'une manière plus large, la Municipalité réfléchit à l'allocation des moyens à court, moyen et long terme, et dispose dans son budget de tableaux qui distinguent ces trois niveaux. Toutefois, ces projections peuvent varier en fonction des impératifs. Par ailleurs, la Municipalité indique que pour chaque préavis déposé, une réflexion est menée sur la pertinence de la dépense et sur l'optimisation des coûts.

La Municipalité souligne en outre que le but de ces investissements n'est pas de rendre la Commune plus attractive, mais de répondre aux besoins des habitants actuels, ainsi que d'entretenir le patrimoine.

La marge de manœuvre de la Municipalité est, pour partie, relativement limitée lorsqu'il s'agit par exemple d'écoles, de conduites ou de routes. Mais pour le reste, il s'agit de choix politiques, comme le démontrent le rachat des immeubles de Vetropack et de l'arsenal, ou la construction du terrain de foot. Quant à sa marge de manœuvre, la Municipalité a toutefois indiqué être moins frustrée sur le plan des investissements que lors de l'établissement du budget de fonctionnement.

Impôts

Les résultats des comptes 2018 semblent, aux yeux de la Commission de gestion, repousser l'échéance d'une éventuelle augmentation des impôts. Toutefois, en raison de l'acceptation par les Vaudois-es de la RIE III puis par le peuple suisse de la RFFA, l'année 2019 sera une année transitoire difficile pour la Commune. La

Commission de gestion a ainsi voulu savoir où en étaient les réflexions de la Municipalité sur ce point.

Nous avons constaté, d'après les réponses obtenues, que la question des impôts était une préoccupation majeure de nos autorités. Alors que le taux d'imposition moyen du canton tourne autour des 70 points, Mme Tinguely explique que les 55 point de St-Prex représentent une exception qu'il est toujours plus difficile de justifier, en raison de la situation actuelle des charges mais aussi face à la volonté cantonale d'homogénéiser le taux d'imposition.

Toutefois, des réflexions sont menées au niveau cantonal pour repenser le système de la péréquation, qui est devenu obsolète. Il y a en effet environ 70 Communes qui contribuent, pour quelque 230 qui en sont bénéficiaires. De plus, un consensus se dégage au Grand Conseil vaudois pour geler l'augmentation de la facture sociale. Les Communes ont en effet fortement contribué à aider le canton en la matière, mais celui-ci se porte mieux et le système doit donc être revu. Ainsi, la réflexion de la Municipalité sur la fiscalité communale ne peut faire abstraction des discussions qui ont lieu sur le plan cantonal.

La Municipalité indique porter une réelle attention aux économies et souligne sa volonté de constamment optimiser les dépenses. Elle précise toutefois que les charges sur lesquelles les autorités communales peuvent influencer sont estimées à environ 25% du total des dépenses (hors amortissements, imputations internes et attributions aux réserves), et que la marge de manœuvre en matière d'économies est donc restreinte. Par ailleurs, des mesures d'économie engendrent une diminution des prestations, et ceci est généralement très mal perçu par la population, d'autant que les « petites » économies sont celles qui se voient le plus. Quant aux grandes économies (comme p. ex. la facture sociale), la Municipalité nous a donné l'impression de prendre la chose à cœur et de se battre dans l'intérêt de ses citoyens.

Place de l'Horloge et Maison du tourisme

Face à l'état déplorable du bâtiment communal situé à la Place de l'Horloge (rue du Pont-Levis 14), la Commission de gestion a voulu savoir ce qu'il en était de la rénovation de ce bâtiment, qui nous avait été présentée dans le cadre d'un projet plus vaste de développement du tourisme.

La Municipalité nous a indiqué que le projet de la Maison du tourisme avait été mis en pause pour diverses raisons. Elles sont en premier lieu financières, en raison de la construction de la piscine mais aussi de l'année 2019 qui s'annonce difficile sur le plan financier. D'autres raisons ont également poussé la Municipalité à freiner le projet, comme le constat d'un besoin faible en matière d'infrastructures touristiques ainsi qu'une volonté limitée de la ville de Morges de coopérer sur ce point. Par contre, si le projet de Maison du tourisme semble trop ambitieux, la demande d'hébergement est toutefois importante, et les statistiques tenues par Mme Kind (La Belle Suisse) le confirment. Les réflexions actuelles semblent par conséquent s'orienter vers la possibilité de créer des chambres d'hôtes.

Ancien bâtiment de l'administration communale

Lors de l'examen du préavis pour le nouveau bâtiment communal, la Municipalité avait tenu à rassurer la commission ad hoc sur l'avenir de l'ancien bâtiment. La Commission de gestion a ainsi voulu savoir où en étaient les réflexions à ce jour.

La Municipalité nous a indiqué qu'elle explorait différentes pistes, mais que la question de l'affectation de la parcelle (zone d'utilité publique) limitait considérablement les possibilités. Il n'est ainsi pas possible d'y accueillir des activités privées, que ce soit dans le cadre d'une location ou de la mise à disposition d'un espace de co-working.

Toutefois, le coût de maintien de ce bâtiment, même inoccupé, est important. L'entier des frais d'exploitation du bâtiment se montent à 65'000.- par année (électricité, nettoyage, etc.). De plus, le bâtiment a des fuites, et toute réaffectation engendrerait des coûts conséquents. Il y a donc une certaine urgence à trouver une solution pour ce bâtiment, et la Municipalité indique vouloir se déterminer d'ici 2020.

Dans le cadre d'une réflexion plus générale sur le système de parcage à St-Prex (installation d'horodateurs, extension des zones de parcage, etc.), une possibilité évoquée serait de détruire le bâtiment et d'utiliser le terrain pour en faire un parking. La proximité avec la gare pourrait par exemple en faire un P+R intéressant, mais le terrain est aussi proche de Taillecou et de la Place d'Armes, et permettrait de désengorger les rues du Bourg en été. Ainsi, la réflexion sur l'avenir de l'ancien bâtiment communal s'inscrit aussi dans la politique de parcage qui est actuellement à l'étude, et pour laquelle plusieurs options sont sur la table.

Poubelles publiques et déchets sauvages

La Commission a constaté une réduction du nombre de poubelles publiques, justifiée par le dépôt non autorisé de déchets ménagers. Peu satisfaite par cette solution, la Commission a voulu savoir comment la question des déchets publics était gérée par la Municipalité.

Cette dernière précise en premier lieu, après vérification, que seules 4 poubelles publiques ont été enlevées, et relativise donc l'impression de la Commission. Elle indique toutefois que le service de la voirie est des parcs est attentif aux dépôts de déchets sauvages. Des dénonciations sont régulièrement faites lorsque les auteurs peuvent être identifiés.

La belle saison représente un défi de taille pour la gestion des déchets sauvages. Durant l'été, des conteneurs supplémentaires sont posés aux abords des plages, mais de nombreuses incivilités se passent durant les soirées. Pour endiguer ce problème, la Municipalité peut compter sur le soutien du travailleur social de proximité, qui se rend régulièrement sur les plages durant l'été, mais également de PRM qui vient patrouiller sur les plages. Malgré ces mesures (sensibilisation et répression), les incivilités sont difficiles à éviter.

D'une manière plus générale, la Municipalité déplore un manque d'éducation des citoyens en matière de tri des déchets, et envisage de faire circuler prochainement une fiche d'information à ce propos auprès de la population.

Système de milice, municipalité et dicastères

Les récents départs de la Municipalité nous ont interpellés sur le rôle de l'exécutif communal, dans un contexte où les dossiers qu'il a à gérer sont de plus en plus complexes et exigeants. Cela pose la question de la viabilité du système de milice et d'un éventuel manque de relève. La Commission a ainsi voulu savoir comment la Municipalité se positionnait sur ce point, si la charge de travail lui semblait raisonnable par rapport à la rémunération et si une professionnalisation de l'exécutif communal était une option discutée.

Nous avons pu constater que la Municipalité était très sereine sur ces questions. Elle a en effet salué le nombre important de candidats qui se présentent à chaque élection complémentaire et se réjouit de l'attractivité dont cela témoigne. De plus, les revalorisations intervenues en début de législature ont permis de mieux refléter la réalité de l'engagement du Syndic et des municipaux.

De plus, chaque service a son chef, et leur professionnalisme a été salué par la Municipalité. Au vu de la complexité de certains dossiers, la volonté de la Municipalité est de travailler de manière transversale et non pas en silo. Ceci implique une collaboration entre les municipaux et tous les chefs de service, et ces collaborations varient en fonction des sujets. La Municipalité nous a par ailleurs indiqué porter une attention particulière à la cohésion et à l'écoute au sein de l'administration communale, et elle se réjouit de la qualité du dialogue.

5. OBSERVATIONS

Les observations de la Commission de gestion relatives à l'exercice 2018 ont été évoquées au fil de ce rapport. Pour plus de lisibilité, les principales observations sont rappelées ci-dessous :

1) Le piètre état du bâtiment communal sur la place de l'Horloge (sis rue du Pont-Levis 14) représente une triste carte de visite pour cet endroit emblématique de notre Commune (cf. points 2. et 4. du présent rapport). La Commission, tout en étant consciente des contraintes budgétaires, encourage fortement la Municipalité à intervenir au plus vite pour entreprendre les rénovations permettant de sauvegarder ce bâtiment. La réflexion sur une réhabilitation complète du bâtiment et sur son usage futur pourra intervenir dans un second temps.

Réponse: La Municipalité va s'approcher d'un ingénieur civil pour faire contrôler la structure par sécurité. Elle n'envisage pas, à ce jour, d'entreprendre des frais pour améliorer le visuel extérieur alors qu'il n'y a pas de projet clairement défini à l'heure actuelle. Elle souhaite prendre du recul par rapport aux comptes 2019 et les impacts de la RIE III avant de poursuivre ses réflexions durant la prochaine législature.

2) La Commission a constaté que la Municipalité coordonne ses efforts en matière de politique environnementale en vue d'obtenir le label « Cité de l'énergie » – bien que nous nous accordions à dire qu'elle pourrait prendre des mesures plus ambitieuses. Comme mentionné au point 1. du présent rapport, la Commission estime a minima que la Municipalité gagnerait à communiquer plus clairement sur ce thème, afin de présenter une stratégie globale de nature à faire passer un message fort auprès des citoyens et à favoriser la prise de décisions courageuses du Conseil communal.

De plus, la Commission enjoint fortement la Municipalité à optimiser son système d'arrosage des giratoires, ceci afin d'économiser de l'eau.

Réponse: Dans le cadre de l'obtention du label, il ressort que la Municipalité a une marge de progression dans le domaine de la communication. Elle s'engage à y travailler. Elle ne manquera pas de revenir sur ce point prochainement.

Pour ce qui est du point concernant l'amélioration des systèmes d'arrosage des giratoires, elle en prend note.

3) Bien que consciente que l'avenir de l'ancien bâtiment de l'administration communale soit déterminé par l'affectation de la zone, la Commission déplore que les réflexions sur ce point ne soient pas plus avancées (cf. point 4. du présent rapport). Elle enjoint ainsi la Municipalité à mettre la question de la réaffectation (ou destruction ?) de ce bâtiment – ou du terrain qu'il occupe – au centre de ses priorités. La Commission invite par ailleurs la Municipalité à étudier la possibilité de former une commission ad hoc qui puisse alimenter les réflexions sur le destin de ce bâtiment.

Réponse: La Municipalité a, à terme, le projet de développer et valoriser le solde de cette parcelle sise en zone d'utilité publique. Le bâtiment est encore occupé par les archives. La Municipalité se donne le temps de la réflexion.

6. CONCLUSIONS

En conclusion et au vu de ce qui précède, nous vous invitons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le préavis municipal
- vu les comptes communaux, arrêtés au 31 décembre 2018, accompagnés du rapport de la Municipalité
- entendus les rapports des commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DECIDE

1. d'approuver la gestion et les comptes communaux pour l'exercice 2018 et le bilan, tels qu'ils sont présentés ;
2. d'accorder à la Municipalité un crédit complémentaire de Fr. 13'266.00 pour équilibrer un compte communal d'investissements accusant un dépassement ;
3. de prendre acte qu'un bonus global de Fr. 345'121.00 a été réalisé sur cinq comptes d'investissements dont les travaux ou les acquisitions sont terminés ;
4. de donner décharge à la Municipalité de sa gestion pour l'année 2018

Rapport établi à Saint-Prex le 15 juin 2019

Au nom de la commission,
La Présidente



Barbara Dellwo

ANNEXES

Commission de gestion pour l'exercice 2018

Réponses de la Municipalité aux questions de la commission de gestion

Mesdames, Messieurs,

En préambule, il nous semble opportun de rappeler que le travail de la commission de gestion porte sur l'examen de l'exercice de l'année précédente et non sur le futur.

Nous vous remettons en annexe un guide pratique établi par le canton à destination des commissions de surveillance.

Finances

- Quelle est la répartition des contribuables (personnes physiques et personnes morales) à St-Prex (voir comme exemple le tableau en pièce jointe pour les personnes physiques dans le canton de Vaud, à adapter en fonction de vos informations)?

Réponse de la Municipalité: Sur un total de 29,8 mios de francs d'impôt, nous encaissons en 2018 33,6% d'impôts sur les personnes morales, le reste est payé par les personnes physiques. Nous remettons des informations plus détaillées à la commission des finances. Vous pouvez vous adresser à cette dernière.

- Quelles pertes fiscales sont prévues pour les années à venir compte tenu de la RIE III vaudoise et de la RFFA [versement compensatoire de la Confédération et/ou du canton]?

Réponse de la Municipalité: Lors de la votation sur la RIE III cantonale, les pertes estimées pour l'ensemble des Communes vaudoises étaient de 80 millions de francs. C'est sur cette base que les Communes ont soutenu cette réforme. Le fait que la réforme n'ait pas été acceptée au niveau fédéral avec comme conséquence que les statuts fiscaux ne sont pas abolis et que la compensation fédérale ne soit pas versée engendre une perte supplémentaire pour les communes estimée à 50 millions de francs. Il nous est difficile de faire des prévisions précises pour la Commune. En effet, les impôts des personnes morales sont extrêmement volatiles d'une année sur l'autre et dépendent de quelques entreprises seulement. Par contre, si globalement toutes les Communes perdent, la participation aux charges péréquatives sera plus élevée pour tous. Cette réforme a également un impact important sur l'augmentation des coûts de la facture sociale (subsides assurances maladies plafonnés à terme à 10% du revenu) et le financement de cette dernière car si toutes les Communes dans leur ensemble ont une baisse de la valeur de leur point d'impôt il faudra plus de points d'impôt pour la financer.

Plan d'affectation

Quel est l'état d'avancement du plan d'affectation communal en matière d'aménagement du territoire?

Réponse de la Municipalité: Sont en cours d'étude auprès des promoteurs immobiliers, le PQ «Gare Sud» et le plan d'affectation «Devant-la-Ville». Ces deux dossiers ont des contraintes liées à la nappe phréatique, à l'intégration paysagère et environnementale et à la mobilité dans leurs secteurs respectifs (voir également page 8 du rapport de gestion de la Municipalité). La zone réservée fait l'objet de deux recours auprès de la CDAP. Nous attendons les décisions du tribunal. L'entrée en force pour 5 à 8 ans ne commencera qu'à l'issue de celles-ci et sous réserve de recours au TF.

Au niveau des nouveaux plans d'affectation PA et des modifications du PGA dans le secteur hors centre de localité, nous avons lancé l'étude d'un PA sur le secteur «En Fraid'Aigue» avec une séance d'information aux propriétaires fonciers et à leurs mandataires le 30 avril 2019. Des visites locales sont prévues les 21, 22, 24, 28 mai et 4 juin. Nous avons lancé l'étude des modifications du PGA pour «déclassement» après avoir rencontré les propriétaires fonciers concernés des secteurs «Aux Saugettes» et «En Marcy». Ce dossier a été envoyé ce printemps au SDT pour examen préliminaire valant examen préalable.

Nous avons encore planifié le lancement d'un PA «En Riau/En Senaugin» et d'un PA «En Coulet» au début 2020.

Nous avons eu une séance de présentation le 10 mai 2019 avec notre urbaniste-conseil afin d'informer tous les municipaux sur l'ensemble des projets communaux ou privés hors centre et en centre de localité. Nous avons examiné les stratégies territoriales municipales et leurs enjeux. Une réflexion est également portée sur les zones industrielles et d'activités, sur les zones d'utilité publique et sur les procédures complexes en aménagements du territoire.

Une séance a eu lieu avec Vetropack, son CEO, M. Claude Cornaz et son Directeur M. Philippe Clerc, pour examiner les opportunités, les besoins, les affectations en cours et à modifier des terrains de cette entreprise.

Nous joignons, en conclusion, les visions stratégiques de la Municipalité de densification du centre et de redimensionnement hors centre en cours d'étude. Nous vous transmettons le planning d'intention des procédures de modification hors centre et du PA «En Fraid'Aigue» en particulier. De plus, notre vision stratégique territoriale a été adoptée le 15 avril 2019.

Investissements et vision à long terme

La Commune a consenti, durant les dernières législatures, divers investissements conséquents, alors que sous d'autres ères les autorités étaient réputées plutôt économes (avec les problèmes que cela engendre, comme nous avons pu le constater avec la question des tuyaux).

- Quel est, dans une vision à long terme, le juste milieu entre investissements et économies?

Réponse de la Municipalité: En 2018, nous avons dépensé 5,8 mio de francs d'investissements. Deux fois l'an, nous nous réunissons avec les chefs de service pour définir le plan d'investissements à court, moyen et long terme. Pour chaque préavis déposé, une réflexion est menée sur la pertinence de la dépense et son coût. Une priorisation est définie, car, par manque de moyens humains et financiers, il est clair que nous ne pouvons mener à bien tous les investissements en même temps. Une Commune répond à des besoins liés au terrain et au citoyen et se doit d'y répondre.

- Dans quelle mesure ces investissements participent-ils à rendre la Commune plus attractive?

Réponse de la Municipalité: Le but premier d'un investissement n'est pas de rendre la Commune plus attractive mais de répondre aux besoins des habitants actuels et à l'entretien du patrimoine. Il est important que chaque génération finance sa part. Il se peut que l'offre d'infrastructures publiques contribue en partie à l'attractivité d'une Commune.

- Quelle est la marge de manœuvre de la Municipalité dans le cadre de ces investissements?
(Nous pensons notamment aux infrastructures sportives, qui sont demandées par la loi cantonale)

Réponse de la Municipalité: Pour une partie des investissements, la marge de la Commune est limitée (écoles, tuyaux, routes). Pour une autre, ce sont des choix politiques. Et finalement, pour le reste, des demandes de citoyens. Le rôle de la Municipalité est d'optimiser les projets. Toutes les propositions de la Municipalité qui engendrent des dépenses doivent passer devant le Conseil communal et sont soumises au référendum.

- Dans quelle mesure ces investissements nous (dé)favorisent-ils sur le plan de la péréquation?

Réponse de la Municipalité: Les investissements n'ont actuellement aucune incidence sur les charges péréquatives, sauf dans le cas de dépenses thématiques (exemple année route ou forêts).

Impôts

Les résultats des comptes 2018 semblent repousser l'échéance d'une éventuelle augmentation des impôts.

- Où en sont les réflexions de la Municipalité sur ce point?

Réponse de la Municipalité: Ce point est à l'ordre du jour de toutes nos séances avec la commission des finances.

- Y a-t-il des postes particuliers où il est possible de faire des économies?

Réponse de la Municipalité: Il y a toujours moyen de faire des économies. Par contre, cela implique également des diminutions de prestations. Il ne faut pas perdre de vue que les charges sur lesquelles la Municipalité et le Conseil communal peuvent influencer sont estimées à environ 25% du total des dépenses (hors amortissements, imputations internes et attributions aux réserves).

Tourisme

- Où en est le projet de la Maison du tourisme?

Réponse de la Municipalité: Ce projet est en stand-by, car nous avons d'autres priorités. Il sera repris d'ici la fin de la législature, en fonction de l'état des finances communales. Le projet technique convient à la Municipalité, mais le projet économique est à revoir.

- La Municipalité a-t-elle une vision globale concernant le développement touristique régional?

Réponse de la Municipalité: La vision touristique régionale est déléguée à Morges Région Tourisme et à l'ARCAM. Nous sommes convaincus qu'il manque des solutions d'hébergement sur Saint-Prex.

- D'éventuelles coopérations avec le privé sont-elles envisagées, par exemple avec le Musée du Verrier?

Réponse de la Municipalité: le Musée du Verrier peut être visité exceptionnellement sur demande auprès de la verrerie. Vetropack ne souhaite pas étendre l'exploitation de celui-ci. Nous avons organisé des balades avec M. Corajoud pour faire découvrir le patrimoine communal.

Parc aquatique de Morges

- Quelles sont les prochaines étapes de ce projet, et avec quelle implication de nos autorités?

Réponse de la Municipalité: A ce stade, nous n'avons pas encore reçu les informations de manière officielle. Morges devrait déposer un préavis au mois de juin. On présentera un projet au Conseil une fois que le Conseil de Morges se sera déterminé.

- Y a-t-il une pression de la part des acteurs impliqués pour que St-Prex se maintienne dans le projet ?

Réponse de la Municipalité: Oui, car notre part est prépondérante au niveau des autres Communes.

Voirie et éclairage public

Le rapport mentionne p. 18 un "concept d'éclairage public qui a permis de voir que des économies pouvaient être réalisées".

- Quelles sont les réflexions en cours à ce propos?

Réponse de la Municipalité: Des améliorations ont, depuis quelques années, été mises en place sur notre territoire, le but étant qu'à court terme, tous les lampadaires de la Commune soient équipés d'ampoules LED. Ces dernières ont l'avantage d'être plus économes en consommation et ont des durées de vie plus longues. Une étude sur l'éclairage public de la Commune a été lancée en 2018. Suite à cette étude, des mesures supplémentaires comme l'allumage d'une ampoule sur deux à certaines heures de la nuit ou encore la diminution de l'ensemble de la luminosité des lampadaires à certaines heures pourront être mises en place. La Municipalité aura un plan d'actions qu'elle pourra mettre en œuvre à court-moyen terme.

- Concernant la commande d'un véhicule Piaggio à essence CNG, il ne nous est pas clair si ce véhicule fonctionne à l'essence ou au gaz naturel, et en quoi consiste la station de remplissage de la voirie: pourriez-vous nous apporter quelques précisions?

Réponse de la Municipalité: Le véhicule Piaggio est un véhicule hybride qui fonctionne au gaz naturel et à l'essence. Il a en effet un réservoir de 20 litres en appoint au gaz naturel. La station de remplissage est directement branchée sur le réseau gaz. Il faut environ quatre heures pour remplir le véhicule.

Bâtiments communaux

Lors du préavis pour le nouveau bâtiment communal, la Municipalité avait tenu à rassurer la commission ad hoc sur l'avenir de l'ancien bâtiment.

- Qu'en est-il à ce jour ?

Réponse de la Municipalité: La Municipalité explore différentes pistes sur une possible réaffectation du bâtiment et du site.

- Quel délai la Municipalité se donne-t-elle pour réaffecter ce bâtiment ?

Réponse de la Municipalité: Le délai dépend du type de procédure que l'on souhaite engager. Nous souhaitons nous déterminer d'ici 2020.

- Pourrait-il être envisageable d'installer un espace de coworking / home office dans les parties inoccupées du nouveau bâtiment communal?

Réponse de la Municipalité: La Municipalité ne souhaite pas accueillir des sociétés privées dans la nouvelle administration. Du reste, l'affectation ne nous permettrait pas de le faire.

- Est-ce qu'il y aurait un intérêt à former une commission ad hoc (p. ex. composée de membres du Conseil ou de sociétés locales) pour alimenter la réflexion sur le destin du bâtiment ?

Réponse de la Municipalité: La Municipalité doit régler au préalable la problématique de l'affectation avant d'ouvrir la discussion.

Vieux-Moulin

Lors des différents travaux d'entretien, achats et aménagements à la salle du Vieux-Moulin, quelque chose a-t-il été prévu pour moderniser ou remplacer le beamer? Cet appareil devient en effet gentiment hors d'usage et dépassé techniquement (prise HDMI, etc.).

Réponse de la Municipalité: nous prenons acte de la remarque et allons examiner cette problématique.

Ports de Taillecou et du Coulet

On lit dans le rapport que la liste d'attente contient 377 inscriptions, contre 489 en 2017, des chiffres qui nous semblent importants pour une population de 5'600 personnes.

- La liste d'attente est-elle ouverte au-delà des habitants du village et si oui, jusqu'à où?

Réponse de la Municipalité: La liste d'attente est ouverte à tout le monde. Par contre, le règlement stipule que, lorsqu'une place devient vacante, la priorité est accordée aux habitants de Saint-Prex. Concrètement, cela signifie que les non-résidents n'ont quasiment aucune chance d'obtenir un jour une place. Par contre, certains locataires ont quitté la Commune après l'attribution d'une place. Ils conservent, en principe, leur place et le tarif non résident est alors appliqué lors de la facturation de la taxe d'amarrage.

Bibliothèque

Le rapport indique que trois bibliothécaires assurent 9,5 heures d'ouverture hebdomadaire.

- Comment expliquer ce grand nombre de personnes pour un horaire aussi restreint?

Réponse de la Municipalité: Les collaboratrices sont responsables chacune d'un jour d'ouverture et gèrent en tournus l'ouverture du samedi matin. Le fait d'avoir trois personnes facilite les remplacements en cas d'absence.

- Plus généralement, comment est organisé le fonctionnement de la bibliothèque?

Réponse de la Municipalité: les bibliothécaires disposent d'une enveloppe budgétaire et gèrent leur budget de manière autonome.

Travailleur social

La Commune dispose d'un demi-poste de travailleur social auprès des jeunes, dont le but est d'assurer "une présence régulière sur le terrain".

- Quel est le "terrain" couvert par le travailleur social: la cabane des jeunes, les écoles, ou autre?

Réponse de la Municipalité: Le travailleur social de proximité est actif sur l'ensemble du territoire communal ainsi que sur celui de l'ASISE (Yens, Denens, Villars-sous-Yens et Lussy). Le but du travailleur est de rencontrer les jeunes sur l'espace public et de se rendre là où ils se trouvent.

PRM

Le rapport indique que les amendes d'ordre infligées par PRM à St-Prex représentent... 0,2% du total des communes couvertes par PRM!

- Comment expliquer que ce pourcentage soit si faible?

Réponse de la Municipalité: Il ne s'agit que des amendes infligées par les assistants de sécurité publique, soit essentiellement les problématiques de parking. La Municipalité a désiré que les contrôles à ce niveau ne soient pas trop fréquents. Le 0,2% est à mettre en relation avec le taux d'infraction de parking sur la Commune de Morges dotée pour sa part de parcomètres.

Déchets

Nous avons constaté une réduction du nombre de poubelles publiques, justifiée par le dépôt non autorisé de déchets ménagers. Cette solution ne nous semble pas satisfaisante, dans la mesure où cela ne réduit pas forcément les incivilités en la matière, et que ça encourage le littering.

- Où en est la question des déchets sauvages, de l'aménagement de poubelles adéquates (pour éviter le dépôt des ordures ménagères) et de la gestion des incivilités dans ce domaine?

Réponse de la Municipalité: Le service de la voirie est des parcs est attentif aux dépôts de déchets sauvages. Des dénonciations sont déposées régulièrement lorsque les auteurs peuvent être identifiés. A travers ces actions et une communication récurrente, la Commune sensibilise ses habitants régulièrement sur cette problématique.

- À l'approche de l'été, des mesures de prévention sont-elles envisagées ?

Réponse de la Municipalité: Durant l'été, des conteneurs supplémentaires sont posés aux abords des plages. L'ouverture étendue du kiosque du Chauchy a permis d'avoir une présence durant la journée. Malheureusement trop de ces incivilités se passent durant les soirées. Le travailleur social de proximité se rend régulièrement sur les plages l'été pour discuter entre autres de ce problème. Nous demandons également à PRM de patrouiller sur les plages.

Sociétés locales

- Quels sont les principes de base en matière de soutien aux sociétés locales (aides financières, mise à disposition de locaux, etc.)?

Réponse de la Municipalité: au niveau du cadre légal, toute commune sur le canton de Vaud a l'obligation d'agir afin de promouvoir et soutenir la culture et l'accès à la culture. (LVCA du 8 avril 2014, art.6). De plus, la commune doit aider les enfants de famille défavorisées à pouvoir faire de la musique s'ils le souhaitent (c.f LEM, Loi sur les Ecoles de Musiques du 3 mai 2011). La commune de Saint-Prex soutient les sociétés locales de deux manières : soutien financier et mise à disposition des locaux communaux gratuitement. De plus, la logistique et la sécurité des grandes manifestations est, en grande partie, pris en charge par la Commune. Compte tenu de la grande initiative des Saint-Preyards et du nombre important de sociétés locales à actions diversifiées, la commune fait le choix de jouer un rôle de facilitateur pour la culture, en renonçant à instaurer une politique culturelle étatique (avec l'engagement d'un chef de service dédié à la culture par exemple).

Outre les sociétés locales, la Municipalité soutient un certain nombre d'événement (Saint-Prex sur les Quais, expositions Catherine Colomb, commission culturelle, Festival DecouvRire, Concerts classiques, Festival Rock, etc.).

- Comment la Municipalité soutient-elle la vie associative de la Commune de manière plus générale?

Réponse de la Municipalité: le principe est le même que pour les sociétés locales. La Municipalité soutient toute initiative populaire à ce niveau-là.

Service technique

- La prestation du service technique auprès des communes avoisinantes fonctionne-t-elle bien?

Réponse de la Municipalité: Oui, nous avons mis un processus en place qui donne satisfaction aux parties.

- Les communes partenaires sont-elles satisfaites?

Réponse de la Municipalité: On peut partir du principe que oui, puisque nous n'avons reçu aucune plainte et que nous recevons régulièrement des dossiers à analyser.

- Dans quelle mesure les tarifs correspondent-ils aux pratiques du marché ?

Réponse de la Municipalité: Nous avons un prix à l'heure (secrétaire : 100.- et technicien/ingénieur : 130.-) qui correspond aux tarifs usuels.

- La Municipalité voit-elle d'autres domaines où de tels regroupements de tâches communales pourraient s'avérer fructueux?

Réponse de la Municipalité: Le service administratif fournit des prestations à la Commune de Lussy en accueillant leurs habitants pour l'établissement des demandes de cartes d'identité, mais aussi pour la vente des cartes journalières CFF, ainsi que pour l'ASISE.

Pour le SUI, nous pourrions offrir nos prestations actuelles aux Communes qui le désireraient, jusqu'au hauteur de 50% du taux d'occupation du collaborateur technique.

Le service des finances tient la comptabilité pour la protection civile et pour l'ASISE.

Désignation des commissions permanentes

Certaines commissions permanentes sont élues par le Conseil communal (Gestion, Finances, etc.), alors que d'autres sont désignées par le Bureau ou la Municipalité. S'agissant de la Municipalité, nous pensons notamment à la Commission d'urbanisme, ou la Commission de naturalisation.

- Quels sont les critères retenus pour la désignation des membres de ces commissions (qualifications, domaine professionnel, etc.)?

Réponse de la Municipalité: Les membres de la Commission consultative d'urbanisme et de la commission de naturalisation sont désignés par la Municipalité et non par le Conseil. Les critères varient en fonction des besoins des commissions.

Municipalité et dicastères

Les récents départs de la Municipalité nous ont interpellés sur le rôle de l'exécutif communal, dans un contexte où les dossiers qu'il a à gérer sont de plus en plus complexes et exigeants. Nous nous demandons en effet si le système de milice est encore tenable à moyen terme, ou s'il faut craindre un manque de relève.

- Ces évolutions sont-elles ressenties comme problématiques par la Municipalité?

Réponse de la Municipalité: Nous relevons avec satisfaction qu'à chaque élection complémentaire, un nombre important de candidats se présente. Nous pensons qu'à l'heure actuelle, nous avons encore une taille de Commune qui intéresse les candidats.

- Est-ce que la professionnalisation du rôle de municipal-e (à travers une revalorisation du salaire ou du taux d'occupation), l'augmentation du nombre de municipaux ou encore une révision de la répartition des dicastères sont des options envisagées par la Municipalité?

Réponse de la Municipalité: Au début de cette législature, une revalorisation du poste de Syndic et de Municipal a été accepté par le Conseil. Nous avons en effet élevé de 60% à 80% le taux maximum pour le Syndic et de 30% à 60% le taux pour les Municipaux, ceci pour mieux refléter la réalité de l'engagement. A ce jour, la Municipalité n'a pas traité cette question. Elle se reposera lors du prochain dépôt des indemnités pour la législature 2021-2026. La plupart des Communes de notre taille ont des Municipalités composées de 5 membres. Seules des grandes villes comme Lausanne, Montreux, Nyon ou Yverdon, ont 7 municipaux.

- Est-ce que chaque dicastère peut s'appuyer sur un-e chef-fe de service?

Réponse de la Municipalité: Chaque service a un chef de services. Les dicastères peuvent couvrir 1 ou plusieurs services. Les Municipaux peuvent par contre s'appuyer sur tous les chefs de service. Au vu de la complexité de certains dossiers, la volonté est de travailler à travers les services et non pas en silo et donc de collaborer entre municipaux et chefs de service. Ces collaborations varient en fonction des sujets.

- Comment se passe la répartition des tâches entre le/la chef-fe de service et le/la municipal-e concernée?

Réponse de la Municipalité: Le rôle de la Municipalité est politique. Elle doit avoir une vision d'ensemble et donner des directions aux collaborateurs. Elle donne le rythme à la réalisation des projets. Elle prend les décisions sur la base des dossiers préparés par le/la chef-fe de service. Elle est également à l'écoute de tous les collaborateurs de la Commune et des citoyens.

Catalogue Cité de l'énergie

Version catalogue 2017

Secrétariat Association Cité de l'énergie, décembre 2016

Mesure	Titre	Pts	Objectifs de la mesure
1	Développement, planification urbaine et régionale		84 points au total
<i>1.1</i>	<i>Stratégie énergie-climat</i>		
1.1.1	Objectifs énergétiques et climatiques	6	La collectivité a défini une vision stratégique et des objectifs qualitatifs et quantitatifs ambitieux pour sa politique énergétique, climatique et de mobilité.
1.1.2	Programme de politique énergie-climat	6	La collectivité concrétise sa vision et les objectifs qu'elle a fixés par des actions concrètes à court, moyen et long terme et par ses instruments de planification.
1.1.3	Bilan, système d'indicateurs	10	La collectivité dispose d'un bilan énergétique et climatique pour l'entier du territoire communal, ou d'un système d'indicateurs pour contrôler la mise en œuvre de la politique énergétique et climatique.
1.1.4	Adaptation aux changements climatiques	6	La collectivité prend des mesures d'adaptations aux effets locaux - déjà avérés ou prévisibles - du changement climatique.
1.1.5	Gestion déchets et des ressources	6	La stratégie de gestion des déchets de la collectivité vise la minimisation des déchets, ainsi qu'une utilisation énergétique respectueuse du climat et une gestion efficace pour les ressources du territoire communal, par ex. concernant la structure des coûts, la logistique de la collecte, les stratégies de valorisation et la communication / l'information.
<i>1.2</i>	<i>Développement territorial</i>		
1.2.1	Planification énergétique territoriale	10	Une planification énergétique coordonne l'utilisation territoriale des énergies renouvelables et des rejets de chaleur. Elle sert de base pour la planification de leur utilisation et elle est en adéquation avec les autres instruments de planification et de monitoring de la collectivité (comme la planification urbaine et régionale).
1.2.2	Planification de la mobilité et de la circulation	10	La planification de la mobilité coordonne les différents modes de transport du territoire communal dans l'objectif de favoriser une mobilité durable et respectueuse du climat. Elle sert de base pour la planification de leur utilisation et elle est en adéquation avec les autres instruments de planification et de monitoring de la collectivité (comme la planification urbaine et régionale).
<i>1.3</i>	<i>Instruments contraignants pour propriétaires fonciers et autorités</i>		
1.3.1	Règles de construction pour les propriétaires fonciers	10	La collectivité se sert des instruments de planification, comme les plans directeurs ou les plans de zones, les règlements de constructions ou les plans spéciaux d'affectation et d'aménagement, pour assurer la mise en œuvre des objectifs énergétiques et climatiques auprès des maîtres d'ouvrage privés.

Mesure	Titre	Pts	Objectifs de la mesure
1.3.2	Appels d'offres et remises en droit de superficie par la collectivité (instruments contraignants pour les autorités)	10	Les appels d'offres, les projets de développement de quartiers ou de sites, les ventes de terrains ou les remises en droit de superficie sont orientés dans le sens des objectifs énergétiques et climatiques de la collectivité.
1.4	Procédures de construction		
1.4.1	Suivi des travaux de construction : conseil, vérification, contrôle	10	La collectivité utilise la marge de manœuvre dont elle dispose afin de garantir l'efficacité énergétique et la préservation du climat dans les projets de construction et leur réalisation, avec une part élevée d'énergies renouvelables.
2	Bâtiments de la collectivité et installations	76 points au total	
2.1	Normes, planification et exploitation		
2.1.1	Normes pour la construction et la gestion des bâtiments publics	6	La collectivité se base sur les normes énergétiques et environnementales les plus élevées pour la construction et la gestion des bâtiments publics et des installations et anticipe les futures exigences liées au climat.
2.1.2	Comptabilité énergétique et optimisation de la gestion	8	La collectivité assure une gestion des bâtiments publics et des installations optimale du point de vue énergétique et climatique en termes d'énergie, d'émissions de gaz à effet de serre et de consommation d'eau
2.1.3	Stratégie et programme d'assainissement	6	Le programme d'assainissement et le plan d'investissement visent l'optimisation énergétique, la préservation des ressources / du climat et la gestion durable des bâtiments et équipements publics.
2.1.4	Constructions ou rénovations exemplaires	6	La collectivité a réalisé des constructions et/ou des rénovations exemplaires voir même "phares".
2.2	Valeurs cibles pour l'énergie, l'efficacité et l'impact sur le climat		
2.2.1	Energies renouvelables pour la chaleur (et le froid)	8	La collectivité se fournit autant que possible en chaleur (et froid) renouvelable pour ses bâtiments et équipements publics.
2.2.2	Energies renouvelables pour l'électricité	8	Les bâtiments et installations communaux sont approvisionnés par un mix électrique renouvelable et écologique.
2.2.3	Efficacité énergétique pour la chaleur (et le froid)	8	La collectivité vise la plus grande efficacité énergétique possible pour l'approvisionnement en chaleur (et en froid) de ses bâtiments et équipements publics.
2.2.4	Efficacité énergétique pour l'électricité	8	La collectivité vise la plus grande efficacité énergétique possible pour l'approvisionnement en électricité de ses bâtiments et équipements publics.
2.2.5	Emissions de CO ₂ et de gaz à effet de serre	8	La collectivité réduit autant que possible les émissions de CO ₂ et de gaz à effet de serre causées par l'exploitation des bâtiments et équipements lui appartenant.

Mesure	Titre	Pts	Objectifs de la mesure
2.3	<i>Eclairage et eau</i>		
2.3.1	Eclairage public	6	L'éclairage public reflète le rôle exemplaire que joue la collectivité dans sa gestion dans le domaine énergétique, notamment au travers des technologies retenues, d'une gestion efficiente et écologique de l'éclairage et de l'optimisation en continu des installations.
2.3.2	Economies d'eau	4	La collectivité gère la consommation d'eau de ses bâtiments et installations de façon à économiser l'énergie et ménager les ressources.
3	Approvisionnement et dépollution	104 points au total	
3.1	<i>Stratégie d'entreprises</i>		
3.1.1	Stratégie d'entreprise des sociétés d'approvisionnement	10	La collectivité incite, dans la mesure de ses possibilités, ses fournisseurs d'électricité/gaz/eau à adopter une stratégie de durabilité et à soutenir ainsi l'efficacité énergétique, l'augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables, et la protection de la biodiversité et du climat.
3.1.2	Offre, vente et utilisation de produits durables et services (Electricité / Gaz / Chaleur / Eau)	12	La collectivité s'engage, dans la mesure de ses possibilités, en faveur d'une offre de produits durables, de services et de stratégies de marketing allant dans le sens de la promotion de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et la protection de la biodiversité et du climat. La collectivité s'engage aussi en faveur de la vente et de l'utilisation de ces produits. Ceux-ci comprennent des offres pour l'électricité, le gaz, la chaleur et l'eau, ainsi que du conseil et des services.
3.2	<i>Approvisionnement, dépollution et exploitation énergétique</i>		
3.2.1	Production d'électricité renouvelable sur le territoire communal	15	La collectivité favorise l'exploitation du potentiel territorial pour la production durable d'électricité renouvelable.
3.2.2	Réseaux de chaleur renouvelable (couplage chaleur-force et récupération de chaleur)	15	Grâce à la mise en œuvre de sa planification énergétique, la collectivité encourage l'utilisation des rejets de chaleur ainsi que la production et l'utilisation de chaleur renouvelable en réseau (p. ex réseaux de chaleur, y.c. refroidissement, couplage chaleur-force).
3.2.3	Production et consommation de chaleur renouvelable sur le territoire communal (installations individuelles)	10	Grâce à la mise en œuvre de sa planification énergétique, la collectivité favorise l'exploitation du potentiel territorial pour la production et l'utilisation de chaleur et de froid renouvelable via des installations individuelles.
3.2.4	Approvisionnement en eau et gestion	8	La collectivité veille à un traitement efficient de l'eau potable, ainsi qu'à une gestion de l'eau potable et des eaux de pluie permettant d'assurer la préservation des ressources.

Mesure	Titre	Pts	Objectifs de la mesure
3.2.5	Gestion des espaces verts	4	La collectivité encourage la gestion écologique et respectueuse du climat des espaces verts et des espaces ouverts (non construits). Les espaces verts et les espaces ouverts, surtout dans les régions à forte densité de population, sont autant que possible, préservés, (re)valorisés et / ou étendus.
3.2.6	Traitement et valorisation énergétique des eaux usées	15	La collectivité favorise la valorisation énergétique des eaux usées ainsi que l'efficacité énergétique du traitement des eaux usées (par ex. exploitation du potentiel de récupération de la chaleur provenant des collecteurs d'eaux usées, gestion optimale des installations de traitement). Les cycles d'eau et les produits du traitement des eaux usées sont gérés de manière optimale du point de vue énergétique et dans le respect du climat, par ex. au niveau de l'élaboration de la tarification ou de la valorisation de la chaleur, du biogaz ou des boues d'épuration.
3.2.7	Traitement et valorisation énergétique des déchets	15	Les déchets du territoire de la commune (déchets ménagers, déchets recyclables, biomasse, déchets spéciaux) sont traités de manière efficace et respectueuse du climat, et sont valorisés de façon optimale.
4	Mobilité	96 points au total	
4.1	Gestion de la mobilité dans l'administration / Controlling mobilité		
4.1.1	Mobilité durable dans l'administration	8	La collectivité veille à l'utilisation efficace de ses véhicules, et encourage ses collaborateurs/-trices à un comportement intelligent et durable en matière de mobilité, et elle possède une flotte de véhicules efficace et respectueuse du climat
4.1.2	Indicateurs de mobilité dans la commune	4	La collectivité favorise la mise en œuvre de la planification de la mobilité/des transports au moyen d'un monitoring d'indicateurs de mobilité pertinents.
4.2	Organisation de la circulation		
4.2.1	Infrastructures et gestion des places de parc	10	Les infrastructures de parking et la gestion communale des places de parcs encouragent la mobilité durable, en particulier pour les infrastructures générant du trafic (shopping, loisirs, logistique, etc.).
4.2.2	Réduction de vitesse	10	La modération du trafic sur le territoire communal favorise la circulation des cyclistes et des piétons ainsi que la sécurité de tous les usagers de la route et augmente le niveau de qualité de vie.
4.2.3	Approvisionnement en produits au niveau local	4	La collectivité soutient les circuits courts pour l'approvisionnement de base de la population, ainsi que des initiatives de systèmes logistiques efficaces pour approvisionner les industries.
4.3	Mobilité non motorisée		
4.3.1	Réseau piétonnier et espace public	15	La collectivité entretient un réseau de chemins piétonniers attrayant et sécurisé sur l'entier du territoire communal et encourage leur création par la revalorisation d'espaces publics.
4.3.2	Réseau et infrastructures cyclables	15	La collectivité a créé un réseau cyclable attrayant couvrant tout le territoire communal, ainsi que les installations de stationnement nécessaires.

Mesure	Titre	Pts	Objectifs de la mesure
4.4	<i>Transports publics</i>		
4.4.1	Transports publics	15	La collectivité assure une offre attractive de transports publics.
4.4.2	Gestion de la mobilité et mobilité combinée	15	La collectivité propose et encourage des offres de gestion de la mobilité et d'intermodalité.
5	Organisation interne		44 points au total
5.1	<i>Structures internes</i>		
5.1.1	Responsabilités, ressources, procédures	8	La collectivité assure la mise en œuvre des actions de politique énergétique et climatique, en ayant défini les responsabilités nécessaires, en ayant mis à disposition des ressources humaines suffisantes et en ayant clarifié les procédures.
5.1.2	Ressources financières pour la politique énergie-climat	6	La collectivité met à disposition les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de la politique énergie-climat.
5.1.3	Ancrage de Cité de l'énergie (Commission)	4	Les acteurs clés pour la politique énergétique et climatique sont impliqués dans les commissions concernées.
5.2	<i>Processus internes</i>		
5.2.1	Suivi des résultats et planification annuelle	10	La collectivité dispose d'un système de gestion de la qualité interne pour la mise en œuvre du processus Cité de l'énergie et communique les résultats de celle-ci en interne et en externe.
5.2.2	Formation et sensibilisation	6	La collectivité s'assure que ses collaborateurs/-trices peuvent apporter leur contribution aux objectifs communaux de politique énergétique et climatique et elle est exemplaire dans ses pratiques internes.
5.2.3	Exemplarité pour les marchés publics	10	La collectivité met en œuvre une politique d'achats exemplaire. Elle dispose d'une stratégie pour des achats responsables englobant tous les produits liés à la vie professionnelle, mais aussi les textiles ou la nourriture. En outre, la collectivité dispose d'une stratégie pour minimiser l'impact environnemental de ses placements financiers (fortune, emprunts et caisse de pension, entres autres).
6	Collaboration et communication		96 points au total
6.1	<i>Communication par la commune</i>		
6.1.1	Stratégie et programme	4	La collectivité utilise ses canaux de communication de manière ciblée pour informer les différents acteurs du territoire communal sur les thèmes énergétiques et climatiques.
6.1.2	Exemplarité et Corporate Identity	6	L'exemplarité de la collectivité dans les domaines énergie et climat fait partie de son identité et est intégrée dans toutes ses activités.
6.1.3	Centre de conseil et d'information	10	La population a accès à un centre de conseil et d'information pour les questions énergétiques, climatiques ou de mobilité.
6.1.4	Soutien financier	10	La collectivité soutient des projets durables dans le domaine de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et de la protection du climat, y compris financièrement.

Mesure	Titre	Pts	Objectifs de la mesure
6.2	<i>Collaboration et communication</i>		
6.2.1	Collaboration régionale et supra-régionale	6	La collectivité contribue à la mise en œuvre de sa politique énergétique et climatique au travers d'une collaboration active avec les communes de sa région, le Canton et la Confédération.
6.2.2	Collaboration avec les écoles et les institutions de formation	8	La collectivité soutient les écoles et les institutions de formation dans l'enseignement et des projets sur les thématiques de l'énergie et du climat et recourt à leur expertise et leurs ressources pour la mise en œuvre de sa politique énergétique et climatique.
6.2.3	Collaboration avec l'industrie, les entreprises, les prestataires de services et les exploitations forestières et agricoles	15	La collectivité soutient l'industrie, les entreprises, les prestataires de service et les exploitations forestières et agricoles pour des programmes et des projets dans le domaine de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, de l'adaptation aux changements climatiques ou de la mobilité durable.
6.2.4	Collaboration avec les investisseurs professionnels et les propriétaires	10	La collectivité collabore avec les investisseurs et les propriétaires professionnels dans le but de contribuer aux objectifs communaux de politique énergétique et climatique.
6.2.5	Communication grand public	15	La collectivité informe et sensibilise la population aux enjeux énergétiques et climatiques, en particulier sur les thèmes de la consommation et sur le potentiel d'action des locataires.
6.2.6	Participation et multiplicateurs	4	La collectivité s'assure de la participation des différents acteurs intéressés par le développement et la mise en œuvre de la politique énergétique et climatique. Elle implique des multiplicateurs comme des associations de la région pour qu'ils jouent le rôle de relais, et soutient les initiatives de la population en lien avec les thèmes du développement durable, des économies d'énergie, de la protection du climat, etc.
6.3	<i>Projets phare</i>		
6.3.1	Projet phare	8	La collectivité développe et soutient des projets exemplaires, ambitieux et novateurs menés sur le territoire de la commune avec un rayonnement aussi large que possible et un effet multiplicateur.